

LE BUREAU NATIONAL DU RND TRANCHERA AUJOURD'HUI L'AVENIR DE SON SG

Journée décisive pour Bensalah

L'actuel SG du RND, et néanmoins président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, a été destinataire hier mercredi, dans la matinée, des deux pétitions favorables au retour d'Ahmed Ouyahia à la tête du parti. Parlementaires, comme membres du conseil national du rassemblement national démocratique, s'attendent à un retrait sans grande résistance. Bensalah a finalement prévu, comme dernier recours, une réunion aujourd'hui, jeudi, avec les 21 membres du bureau national.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) - Les deux listes de signataires pour le retour d'Ahmed Ouyahia à la tête du RND ont été clôturées mardi vers 18h. Ainsi, si les 67 députés du parti ont signé en faveur de l'actuel chef de cabinet de la présidence de la République, les membres du Conseil national du parti ont été 305 signataires sur un total de 352.

Le nombre des sénateurs signataires contre l'actuel SG, Abdelkader Bensalah, qui était de 32 signatures mardi, à 14h, a été porté à 35 sur 38. C'est donc

hier, mercredi, dans la matinée, que le courrier de la destitution de Abdelkader Bensalah de la présidence du parti a été remis à son cabinet, au siège du parti, sur les hauteurs d'Alger, à Ben Aknoun.

Des sources proches du SG contesté du RND affirment que ce dernier a pris attache avec ceux qui l'ont mis à la tête du parti. «Avant la réception du courrier portant l'ensemble des signatures, hier, mercredi, ses proches collaborateurs lui parlaient de seulement quatre ou cinq wilayas signataires. Lorsqu'il

a découvert son malheur, il a pris attache avec deux personnes de la présidence de la République, lesquelles l'ont d'ailleurs mis à la tête du parti après la démission forcée d'Ahmed Ouyahia.

Son malheur a été encore plus grand lorsqu'on lui a signifié qu'il s'agissait d'affaires internes au parti...», affirment nos sources.

Comme dernier recours, et comme pour être dans la certitude, le second personnage du pays a finalement convenu, comme dernier recours, d'une réunion aujourd'hui, avec les 21 membres du bureau national du RND. «Bensalah sait très bien qu'une telle mobilisation ne peut exister sans l'aval de ceux qui l'ont mis à la tête du parti. Quand bien même il a pris déjà le soin de rédiger mardi soir, sa démission, il tient toujours à être dans la certitude en réunissant jeudi (aujourd'hui ndlr), les 21 membres du bureau national», expliquent les mêmes sources. En clair, et même si Abdelkader



Abdelkader Bensalah.

Bensalah veut être totalement conforté dans ses certitudes, à travers la réunion d'aujourd'hui, il a déjà compris qu'il fait objet d'un lâchage de toute part, selon toujours nos sources. Le bureau

national du RND tranchera donc aujourd'hui l'avenir de son SG, même si d'aucuns n'ignorent que cette journée décisive profitera au retour d'Ahmed Ouyahia.

M.M.

LA CGEA TIRE SUR LE PRÉSIDENT DU FCE

Guerre chez le patronat

La Confédération générale des entrepreneurs algériens (CGEA) dénonce : «Une volonté au sein des pouvoirs publics pour imposer le FCE en tant que patronat ayant le leadership.»

Ali Haddad est visiblement dans le collimateur de la Confédération générale des entrepreneurs algériens.

Habib Yousfi a saisi, hier, l'occasion de la signature d'un accord de partenariat avec la Chambre de commerce indo-européenne pour la petite et moyenne entreprise, pour évoquer le président du FCE (Forum des chefs d'entreprises).

Habib Yousfi accuse Ali Haddad d'exercer «un lobbying dans le but de marginaliser la représentation de la CGEA et s'imposer comme seul représentant du patronat algérien». Selon Habib Yousfi, «ces gens-là veulent créer une oligarchie comme cela a été déjà signalé par Louisa Hanoune». La dernière mission vers la Chine n'est pas pour arranger les choses.

Selon Habib Yousfi, la CGEA a failli être exclue du voyage et de la délégation conduite par le Premier ministre, fin avril dernier. «Les organisateurs ont privilégié la représentation patronale à travers, seulement, le FCE, lui permettant ainsi de s'exprimer au nom de l'ensemble du patronat algérien et ceci a été constaté à travers plusieurs missions notamment au Royaume-Uni, en Italie et en Chine», a déclaré le président de la CGEA. Ce voyage a d'ailleurs créé une polémique entre les deux organisations patronales.

La vice-présidente de l'ACGEA, Saïda Neghza, qui était du voyage crie au scandale. Selon elle, Ali Haddad a tenu des propos humiliants en proposant aux Chinois de venir investir en Algérie car «il y a de l'argent et des femmes». Ali Haddad, qui n'a pas tardé à réagir, a qualifié ces propos de «déclarations fallacieuses et mal intentionnées». Cependant, Saïda Neghza persiste et signe. Défiant Ali Haddad, elle affirme disposer d'enregistrements prouvant ses dires. D'ailleurs, pour la vice-présidente, le FCE est une organisation composée de «sociétés ayant été favorisées sur le plan d'attribution de marchés à travers le gré à gré».

Pour la CGEA, le FCE est une organisation patronale comme tant d'autres et son président n'a pas à s'attribuer des prérogatives d'un ministre.

L'organisation patronale interpelle les pouvoirs publics pour réagir. Autrement, menace Habib Yousfi, c'est la CGEA qui va réagir. Comment ? Ce chef d'entreprise dit ne pas vouloir abattre ses cartes pour le moment.

Salima Akkouche

ELLE POURSUIT SES ATTAQUES CONTRE LES «OLIGARQUES»

Hanoune dit s'en remettre, le cas échéant, au peuple

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) dit interpellier le président de la République à l'effet d'arrêter le processus meurtrier d'"oligarchisation" de l'Etat, le «danger» étant, selon elle, «imminent».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - A défaut d'une «rupture du cordon ombilical entre l'Etat et les oligarchies», Louisa Hanoune, qui était, hier mercredi, l'invitée du forum du quotidien *Liberté*, avertira qu'elle s'en «remettra au peuple algérien», sans en dire plus, du moins pour le moment, sur la manière de cette interpellation populaire.

Un processus d'«oligarchisation», comme elle le qualifiera, totalement «distinct» du phénomène de la corruption connu jusqu'ici. C'est une corruption d'une «toute autre nature» qui a subi, de ce fait, un «saut qualitatif». Il a été entamé lors de la campagne électorale pour la présidence du FCE (Forum des chefs d'entreprises) avec notamment «l'allégeance de ministres détenteurs de postes de souveraineté». Une sorte «d'Etat parallèle qui est en train de se mettre en place» ou de «privatisation de manière brutale» qui a fait que, poursuivra-t-elle, les institutions de l'Etat sont «gangrenées au plus haut niveau». Ce qui est, estimera-t-elle, «plus dangereux que le terrorisme». D'où, avertira-t-elle encore, «le risque d'effondrement de l'Etat à la somalienne. Ce n'est pas une révolution, mais bel et bien le chaos».

Le drame, fera remarquer la secrétaire générale du PT, est que ce «syphonage du pays continue en même temps que se poursuit la chute des cours du pétrole».

Et à Hanoune d'évaluer au tiers de la composante de l'exécutif 30% entachés de «conflits d'intérêts» au moment où, regrettera-t-elle, les ministres intègres dont elle citera celui de l'Energie, sont «systématiquement attaqués».

L'oligarchie qui «n'a pas de morale, encore moins une idéologie», selon la patronne du PT, «est née de la matrice de l'Etat à coup de complicités et



Louisa Hanoune, SG du PT.

de relations». Pour elle, il y a, une fois le nouveau patron du FCE intronisé, «changement de la doctrine économique du pays avec, dira-t-elle, «le dévoiement de la règle 51/49% au service exclusif de la caste oligarchique». Hanoune affirme ne pas s'arrêter de traquer les prédateurs et les prévaricateurs pour «empêcher la mort de mon pays», et prendre acte de la toute récente déclaration du ministre de la Justice et Garde des sceaux invitant les procureurs généraux à s'autosaisir des questions d'intérêt général. «Nous ne pouvons nous taire sur la corruption et désormais, nous livrerons les preuves de ce que nous avançons à tous ceux qui veulent défendre l'Algérie», dira-t-elle.

M. K.